

2 Politique

Après le remaniement du gouvernement

L'Estuaire en ordre de bataille derrière Ali Bongo Ondimba

J.K.M

Libreville/Gabon

NOMMÉS pour certains, confirmés pour d'autres, lors du dernier remaniement du gouvernement, les membres du gouvernement originaires de la province de l'Estuaire ont été congratulés, dimanche dernier, par les élus, cadres, notables, militants et sympathisants du Parti démocratique gabonais (PDG) natifs de cette région au cours d'une manifestation ayant drainé du monde. A l'exception du ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, Calixte Isidore Nsie, absent, le premier vice-Premier ministre Paul Biyoghe Mba, le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogan-daga, le ministre du Travail, Simon Ntoutoume Émane et la ministre de la Protection de l'Environnement, Flore Mistoul Yame, ont reçu les félicitations et les encouragements des Estuariens au terme d'une minute de silence observée en mémoire des victimes des attentats perpétrés, vendredi dernier, à Paris.

Dans une ambiance entretenue par des groupes socioculturels et des humoristes, Paul Biyoghe Mba s'est réjoui de la tenue d'une telle manifestation, la première du genre organisée, selon lui, dans leur province. D'où ses remerciements à l'endroit du président de la République "pour avoir conféré une place de choix à la province de l'Estuaire sur l'échiquier politique national" et son exhortation à tous "les



Photo : Adjiaï Ntoutoume

le premier vice-Premier ministre, Paul Biyoghe Mba, lors de son intervention.



Photo : Adjiaï Ntoutoume

Vue partielle des officiels.



Photo : Adjiaï Ntoutoume

Vue de l'assistance.

filis et filles de l'Estuaire à se mettre en ordre de bataille derrière Ali Bongo Ondimba en vue de sa réélection en 2016". Avec comme challenge faire mieux qu'en 2009, lors du scrutin présidentiel au cours duquel, a-t-il indiqué, la province de

l'Estuaire s'était classée derrière celle du Haut-Ogooué en portant son choix sur Ali Bongo Ondimba.

"Nous allons prendre notre revanche en 2016, il faut que la province de l'Estuaire soit en terme de voix, pour Ali Bongo Ondimba, lors des

prochaines élections présidentielles, la première du pays", a-t-il clamé. Tout en proclamant et soutenant l'ambition des politiques de l'Estuaire à briguer certains postes de responsabilité. "Le moment venu, je n'hésiterai pas à soutenir le candi-

dat à la candidature d'un fils ou fille de l'Estuaire au secrétariat général du PDG ou au perchoir de l'Assemblée nationale. Nous avons le droit d'exprimer nos ambitions étant entendu que, le seul poste que nous ne pouvons convoiter c'est celui de

président de la République car seul Ali Bongo Ondimba a le droit de l'être", a-t-il lancé. Tout en annonçant la tenue prochaine de "l'université de l'Estuaire", des assises démocratiques aux cours desquelles, a-t-il précisé, "seront évoqués tous les problèmes de la province de l'Estuaire".

Porte-voix des notables de l'Estuaire, André Dieu-donné Berre a exhorté les Estuariens à cultiver "l'unité, la solidarité et l'amour de la patrie en acceptant les différences des uns et des autres". Tout en clamant qu'"Ali Bongo Ondimba était le candidat naturel du PDG à la prochaine élection présidentielle".

"Chez nous, il n'y a pas de primaires. Au PDG, il ne peut y avoir d'autre candidat qu'Ali Bongo Ondimba", a-t-il lancé. Peu de temps après que, les représentants des cadres et des femmes se soient réjouis de la "nouvelle dynamique unitaire de la province de l'Estuaire autour de Paul Biyoghe Mba".

Miroir du Gouvernement

BR SARL ou l'arnaque de trop ?

LE gouvernement a condamné, récemment, les arnaques dont sont victimes plusieurs compatriotes. Au cours de son dernier Conseil des ministres, il a ordonné l'accélération de «la procédure d'enquête déjà diligentée afin de rétablir les victimes de ces organisations dans leurs droits». Et là, tout le monde l'aura certainement compris, l'Exécutif, sans la citer, pointait du doigt la responsabilité de l'entreprise de micro-crédit, Bâtisseurs de richesses (BR Sarl) dans le détournement des avoirs de ses clients. Depuis la mise à nu du scandale, des milliers de personnes sont sur le carreau parce que le responsable de ladite entité aurait fait la malle avec une somme de plusieurs milliards de nos francs. Et dire que ce n'est pas la première fois que cela arrive au Gabon. Pourtant, le nouveau Bernard Madoff des tropiques, Yves David Saint Fidèle Mapakou est bien connu des compatriotes et surtout des autorités compétentes, pour faits peu honorables. Ayant

eu maille à partir avec la justice, tout le monde s'étonne de ce qu'il se retrouve au centre de ce qui s'apparente déjà à une vaste escroquerie. Une enquête aurait dû être ouverte afin de cerner la moralité de ce personnage aux multiples facettes. La délivrance d'une autorisation officielle ne devrait-elle pas être conditionnée par la présentation d'un casier judiciaire vierge ? Visiblement "l'homme de Dieu" aux états de services nébuleux aura encore été à égal à lui-même.

Plusieurs questions taraudent les esprits des personnes abusées. Avec un passé aussi lourd, qui a bien pu délivrer à ce compatriote les agréments pour exercer cette activité en toute quiétude ? A-t-il bénéficié des complicités ? Des enquêtes de moralité ont-elles été menées ? Quelles mesures sont prises pour faire toute la lumière sur ce qui se trouve être une des plus grosses arnaques du siècle au Gabon ? Volatilisé, personne, même pas

les pouvoirs publics, ne sait où se terre le directeur général de la BR Sarl. Tantôt en Afrique de l'Ouest, tantôt en Europe, notamment en France. Ne sachant plus à quel saint se vouer, les laissés pour compte tentent leur va-tout en mettant une pression, tout à la fois inutile et brouillonne, sur un gouvernement dont la responsabilité est d'avoir délivré, à travers le ministère de l'Économie, des agréments sans enquête préalable de moralité sur les principaux dirigeants de la société en cause. Garant des intérêts du plus grand nombre, l'équipe de Daniel Ona Ondo est appelée à mettre la main sur le responsable du désarroi desdites victimes. C'est vrai, lors du dernier Conseil des ministres, des instructions fermes ont été données aux membres du gouvernement en charge des départements ministériels concernés de mener une lutte sans limites. Parce qu'il est nécessaire, voire obligatoire, d'éradiquer un mal qui a causé surtout du tort aux petits épar-

gnants en quête de richesses faciles.

Au ministre de l'Économie, Régis Immongault et à son collègue de l'Intérieur, Pacôme Moubelet Boubeya, de s'activer. Si le premier a la mission d'assainir un milieu gangrené par des comportements «mafieux» des détenteurs d'agréments falsifiés, le second, par le biais des forces de police nationale, est attendu dans le cadre de la neutralisation de ces réseaux de bandits de grand chemin qui écumant déjà dans certains pays. Notamment en Afrique de l'Ouest où ils font fortune au détriment d'une clientèle naïve.

L'ombre d'une solution n'est à pressentir que dans un contexte d'une guerre acharnée contre cette toile d'araignée qui prend ses ramifications hors du Gabon. Or, si tout cela a pour objectif d'assurer la sécurité et le bien-être des populations, comme cela a été rappelé jeudi dernier, force devra rester à la loi. Il ne s'agira donc pas de prêter le flan aux

éternels suspicieux qui voient la conspiration germée de partout. Même lorsque les choses sont claires, la théorie du complot trouve son sens dans l'absence de réponses des autorités face aux malheurs qui accablent ces concitoyens. Lesquels, aux abois, attendent un début de solution au vol à grande échelle dont ils sont les dindons de la farce.

L'auteur supposé de cette forfaiture court toujours, et aucune lueur ne semble se profiler à l'horizon afin qu'il réponde de son acte. Que dire de plus, si ce n'est appeler l'équipe gouvernementale au respect d'un devoir dont le contenu est de redonner de l'espoir à des gens, bien que fautifs pour n'avoir pas pris suffisamment de garanties avant de procéder à des versements d'argent dans une structure illicite. Au lieu de bâtir la richesse, c'est plutôt une pauvreté mortifiante que cette société, son principal gérant et ses complices ont semé.